

FICHE INTERPRETATIVE 009

Calcul et maintien de l'effectif.

1) Principes :

- L'article 1^{er}, 8° du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion définit l'effectif de référence comme « *le nombre moyen de travailleurs salariés, calculé en équivalent temps plein, ayant travaillé au sein de l'entreprise d'insertion agréée, sur base des 4 trimestres qui précèdent la date de l'agrément de celle-ci* ».
- L'article 10 du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion stipule que « *durant la période d'octroi des subventions, l'entreprise d'insertion agréée voulant obtenir une subvention :*
[...] 6° augmente, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 40 du R.G.E.C., le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence et maintient cette augmentation pendant une période de minimum trois ans au-delà de la période d'octroi de l'aide, telle que définie à l'article 8 ».

2) Définitions :

L'effectif de référence est nombre moyen de travailleurs salariés, calculé en équivalents temps plein, ayant travaillé au sein de l'entreprise d'insertion agréée, sur base des quatre trimestres qui précèdent la date de l'agrément de celle-ci. Cet effectif est calculé une fois pour toutes. Chaque année, l'effectif devra être supérieur ou égal à cet effectif de référence.

L'effectif de base de l'année N nombre moyen de travailleurs salariés, calculé en équivalents temps plein, ayant travaillé au sein de l'entreprise d'insertion agréée, sur base des quatre trimestres de la première année d'agrément. L'effectif de base de l'année N doit au moins être égal à l'effectif de référence.

3) **Exception :**

L'article 20 de l'arrêté du gouvernement wallon du 31 janvier 2013 portant exécution du décret 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion mentionne certaines exceptions. En effet, le Ministre peut, après avis de la Commission, autoriser une entreprise d'insertion à diminuer de manière temporaire l'effectif de son personnel lorsqu'elle est en difficulté, notamment suite à la perte d'un marché public, d'un important contrat ou d'un volume important de contrats, ou encore qu'elle connaît des circonstances économiques exceptionnellement défavorables au sens de l'article 39*bis* de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

4) **Données nécessaires :**

- N°ONSS de l'entreprise
- Année-trimestre de la déclaration
- N°BCE de l'entreprise
- N°NISS du travailleur
- Nom et prénom du travailleur
- Catégorie travailleur
- Code travailleur
- Date de début et de fin de trimestre
- Commission Paritaire
- Nombre moyen d'heure par semaine du travailleur
- Nombre d'heure par semaine du travailleur de référence
- Type de contrat
- Statut du travailleur
- Type d'apprentissage

5) **Mode de calcul :**

La Direction de l'Economie sociale utilise le mode de calcul général à l'ensemble des services de la DGO6, et ce dans un souci d'harmonisation de la procédure de calcul des ETP.

Cette harmonisation est rendue possible par l'application « Caliope ». L'application Caliope permet, au sein du SPW, de gérer divers types de dossiers permettant l'octroi de primes à des entreprises en fonction, notamment, de certains critères d'emplois. Les demandes introduites à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) via Caliope concernent les

données reprises dans les attestations DmfA des travailleurs ainsi que les données du registre national afin de calculer l'ETP global de l'entreprise.

6) Vérification du maintien de l'effectif :

La Direction de l'Economie sociale procèdera à la vérification de l'augmentation de l'effectif de l'entreprise par rapport à l'effectif de référence chaque année au moment du calcul du solde de la subvention.

Pour ce faire, une nouvelle moyenne du personnel de l'entreprise sera réalisée par l'application « Caliope » concernant les 4 trimestres de l'année dont le calcul du solde est en cours.

7) Paiement et récupération.

L'effectif de base de l'année N pris en compte pour le paiement doit être au moins égal à l'effectif de référence. Si cet effectif de base est inférieur, l'article 14 du décret du 19 décembre 2012 autorise le gouvernement à suspendre tout ou en partie les subventions pendant un délai permettant à l'entreprise d'insertion de se conformer aux obligations non rencontrées.

S'il n'y a pas augmentation de l'effectif par rapport à l'effectif de référence, la subvention ne sera pas versée à l'entreprise car les dispositions de l'article 6 du décret ne seront pas respectées.